

TERMES DE REFERENCE

ETUDE SUR LES GROSSESSES NON DESIREES (GND) EN MILIEU SCOLAIRE EN GUINEE

PAYS	GUINEE (CONAKRY)
PERIODE	AVRIL – JUIN 2023
DATE LIMITE CANDIDATURE	18 AVRIL 2023
SOUSSION DES CANDIDATURES	Les candidatures complètes doivent être envoyées par courrier électronique aux adresses suivantes : kadisythiam@gmail.com et sanohfassouma@gmail.com avec la mention dans l'objet « Candidature pour l'Etude sur les GND en milieu scolaire »

SOMMAIRE

1	PRESENTATION DU CONTEXTE ET DE LA COALITION	2
2	PRESENTATION DU PROJET	3
2.1	Résumé du projet – PAJES	3
2.2	Objectifs du projet	3
2.3	Résultats visés et principales activités	3
2.4	Partenaires du projet et bénéficiaires	4
2.4.1	Les partenaires du projet	4
2.5	Chronogramme du projet : Le projet s'étend de juin 2021 à mai 2024 soit trois (03) ans.	4
2.6	Financements du projet PAJES : assuré par Expertise France	4
3.	Résultats attendus de l'étude	5
3.2.	Livrables attendus	6
5.	COMMENT CANDIDATER	7
5.1.	Compétences et expériences	7
5.2.	Soumission des offres	7
5.3.	Processus de Soumission	7
6.	SELECTION	8
6.1.	Critères	8

1 PRESENTATION DU CONTEXTE ET DE LA COALITION

1.1. Contexte et justification

En République de Guinée, les jeunes représentent plus de 45 % de la population. L'**accès des jeunes femmes aux services de santé sexuelle et reproductive (SSR)** reste limité en raison de certaines barrières, telles que le mariage précoce, les grossesses précoces et non désirées souvent accompagnées d'avortements clandestins, le faible statut socioéconomique, le faible niveau d'éducation et d'alphabétisation, ainsi que le faible accès aux soins de santé. Ces facteurs influent sur la vie des femmes et des filles qui, à leur tour, ne peuvent pas jouir de leurs droits à l'éducation, à la santé et au travail en raison du manque d'informations et de services qui leur permettent de planifier la taille de leur famille.

Ainsi, près d'un tiers des adolescentes de 15 à 19 ans ont déjà commencé leur vie féconde, une femme sur 5 (21,1%) était mariée ou en union avant l'âge de 15 ans, et plus d'une sur deux (54,6%) l'était avant l'âge de 18 ans. A l'inverse, la **Planification Familiale** est encore faible, avec seulement 7,8% d'utilisation des moyens de contraception moderne au sein de la population générale (5,7% des adolescents de 15 à 19 ans et 7,5% des jeunes de 20 à 24 ans)¹ et 28% de besoins non satisfaits.

Si les questions de Planification Familiale sont centrales en matière de santé sexuelle et reproductive, elles n'en sont pas moins articulées avec la question des droits et des inégalités. En particulier, les **inégalités de genre**² et les violences liées au genre sont un facteur déterminant entravant le respect des droits des jeunes femmes en matière de santé sexuelle et reproductive et plus largement leur participation effective au développement de leur pays. La prévalence des mutilations génitales féminines (MGF)/excisions avoisine les 97%³ (parmi les femmes de 15-49 ans). Plus largement, 92% des femmes âgées de 15 à 49 ans sont victimes de violences⁴ avec des variations régionales⁵.

Au niveau mondial, la Guinée a adhéré à plusieurs conventions dont entre autres la Stratégie mondiale pour la santé des femmes, des nouveau-nés, des enfants et des adolescents 2016-2030).

Au niveau national, la Promotion de la santé de la mère, de l'enfant, de l'adolescent et des personnes âgées est une des priorités du PNDS 2015-2024 « Orientation stratégique 2 ». En outre, Il existe un plan stratégique santé des adolescents et des jeunes, un cadre politique ambitieux en matière de planification familiale (à travers notamment le Plan d'action national de repositionnement de la planification familiale 2014-2018, prolongé pour la période 2019-2023 et celui de la prévention des violences basées sur le genre (à travers la politique nationale genre de 2011).

Le projet « PAJES » s'inscrit dans deux des 5 axes stratégiques du plan national de PF 2019-2023 à savoir la création de la demande et l'appui aux politiques et environnement habilitant avec comme objectif général de contribuer à l'amélioration des droits sexuels et reproductifs des jeunes en Guinée, notamment des jeunes filles. De façon spécifique, ce projet vise à renforcer le pouvoir d'agir de deux réseaux de la société civile guinéenne (Coalition des OSC/PF et ABLOGUI) pour accroître l'impact de leurs actions en matière de DSSR.

1.2. Présentation de la Coalition nationale OSC PF :

La Coalition Nationale des organisations de la société civile pour la planification familiale (CNOSC/PF) est une initiative née suite au Partenariat de Ouagadougou (PO) en 2011 qui a permis de mettre en place une coalition nationale des OSC/PF dans les neufs pays du PO dont la Guinée ;

La vocation principale de la coalition est de développer des activités de plaidoyer et de renforcement de capacités des ONG adhérentes à la Coalition sur les DSSR, l'ECS et le repositionnement de la PF ;

La Coalition est active autant en matière de plaidoyer national et local, que de sensibilisation sur les DSSR auprès des jeunes et des femmes ;

Les OSC/PF adhérentes à la coalition, constituent une plateforme très importante pour faire une pression sur le gouvernement en vue du changement dans l'actualisation et le respect des textes et lois en faveur de la santé sexuelle et reproductive des femmes et les DSSR en particulier les adolescentes et jeunes de Guinée ;

Le but de la Coalition est de renforcer la collaboration et l'échange entre les organisations de la Société civile(OSC/PF) au niveau nationale d'une part et entre les coalitions des pays du partenariat de Ouagadougou d'autre part, en vue d'améliorer le taux de prévalence contraceptive dans les pays.

2 PRESENTATION DU PROJET

2.1 Résumé du projet – PAJES

Le projet vise à améliorer la promotion des DSSR en Guinée par une double stratégie de plaidoyer par et pour les jeunes, et de sensibilisation via les canaux dématérialisés. Aussi le projet porte une attention spécifique à promouvoir la parole et porter un plaidoyer tout particulièrement en faveur des jeunes femmes, mais aussi des jeunes populations clés.

A ce titre, le projet s'attache à mettre en œuvre des activités ancrées dans les priorités opérationnelles et stratégiques de ses deux partenaires de la Société Civile, en mettant l'accent sur la valorisation de leurs expertises respectives.

En synergie avec les projets déjà existants et notamment en complément des subventions du Fonds mondial, le projet intervient sur les volets suivants :

- Améliorer l'accès à l'information en matière de SSR sur les canaux dématérialisés, et plus particulièrement sur la thématique « violences basées sur le genre » ;
- Faciliter la montée en puissance d'un plaidoyer inter associatif en faveur des DSSR des jeunes, en favorisant le leadership des jeunes eux-mêmes ;
- Participer au renforcement organisationnel et technique des bureaux de deux partenaires de la société civile, et des équipes de leurs associations membres spécialisées sur le public jeunes entre 15 et 24 ans.

2.2 Objectifs du projet

Objectif général : Contribuer à l'amélioration des droits et santé sexuels et reproductifs des jeunes en Guinée, notamment des jeunes filles

Objectif spécifique : Renforcer le pouvoir d'agir de deux réseaux de la société civile guinéenne pour accroître l'impact de leurs actions en matière de DSSR

Cette amélioration de la SSR des jeunes contribue directement aux enjeux de réduction de la pauvreté (ODD 1). En effet, le contrôle exercé par les jeunes femmes sur leurs choix en matière de SSR leur permet de poursuivre leurs études, de planifier un emploi productif, ce qui contribue directement à réduire les privations économiques et la pauvreté, et donc à rehausser leur statut socio-économique et leur donner davantage de pouvoir d'agir au sein de la société.

2.3 Résultats visés et principales activités

Résultat attendu 1 : Les capacités des organisations partenaires sont renforcées en matière de formation, d'animation et de plaidoyer en faveur des DSSR des jeunes

Résultat attendu 2 : Les organisations partenaires et leurs membres mettent en œuvre des activités de promotion des DSSR selon une démarche participative.

Sur le second axe d'intervention, le projet prévoit d'améliorer les activités de promotion de la DSSR à destination des jeunes par le biais du développement d'outils numériques (application d'information sur les DSSR) et de contenus de communication digitale et de sensibilisation. En parallèle, le projet cherchera également à améliorer l'impact des activités de plaidoyer pour influencer l'environnement en matière de DSSR des jeunes. Ce volet du projet permettra d'influencer positivement l'environnement national et local en matière de DSSR. A ce titre, le projet cherche à recueillir des données probantes permettant d'informer le plaidoyer. C'est le cas de l'étude proposée à la présente consultance.

2.4 Partenaires du projet et bénéficiaires

2.4.1 Les partenaires du projet

Les partenaires clés du projet sont :

- Le Ministère de la santé, en particulier la Direction Nationale de la Santé Familiale et de la Nutrition (**DNSFN**) et le Programme National de Lutte contre le VIH/SIDA et les Hépatites (PNLSH)
 - L'association des blogueurs de Guinée (**Ablogui**) qui, par la plateforme Génération Qui Ose a mis en place une véritable communauté de jeunes porteurs. Euse.s d'initiatives sur la SSRAJ.
 - Solidarité Thérapeutique et Initiative pour la Santé - Solthis

2.5 Chronogramme du projet : Le projet s'étend de juin 2021 à mai 2024 soit trois (03) ans.

2.6 Financements du projet PAJES : assuré par Expertise France

2.7. Objet de la consultance

L'objectif principal est de faire une analyse qualitative et quantitative du phénomène des grossesses non désirées en milieu scolaire et proposer des approches de solutions réalistes et pertinentes aux acteurs institutionnels pour la prévention et l'orientation de la prise en charge au niveau national.

Il s'agira plus spécifiquement de :

- ✓ Mesurer l'ampleur des grossesses en milieu scolaire en fonction de la région, du niveau scolaire, du statut social et de l'âge durant les 3 dernières années ;
- ✓ Produire des données probantes sur les facteurs favorisant les grossesses en milieu scolaire ; et sur les conséquences sociales et scolaires de ces grossesses pour les élèves concernées pendant et après la grossesse
- ✓ Produire des données probantes sur les dispositifs existants de prévention et de prise en charge des jeunes femmes sujettes à des grossesses non désirées, identifier les manques et les facteurs entravant une prise en charge adaptée
- ✓ Déterminer les mécanismes entourant les grossesses non désirées: violences sexuelles et sexistes subies par les jeunes femmes; rapports de domination, les facteurs de vulnérabilités, les auteurs de grossesses
- ✓ Proposer des recommandations pour: prévenir les grossesses non désirées en milieu scolaire; améliorer la prise en charge et le maintien des élèves-mères et des jeunes femmes sujettes aux grossesses non désirées tant dans les structures sanitaires que les établissements scolaires

3. Résultats attendus de l'étude

- Les facteurs favorisant les grossesses non désirées en milieu scolaire sont identifiés
- Les entraves à une prévention et une prise en charge de qualité des grossesses non désirées sont identifiées
- Les mécanismes sous-tendant les grossesses non désirées en milieu scolaire sont identifiés
- Des dispositifs de prévention et de prise en charge des grossesses non désirées en milieu scolaire sont identifiés et décrits
- Des dispositifs favorisant le maintien des élèves-mère dans le cursus scolaire sont identifiés
- Les données recueillies permettent d'améliorer les priorités d'intervention en faveur des DSSR des adolescents.e.s. s et jeunes notamment les filles

4. Organisation de l'étude :

4.1 Durée et séquençage de la prestation

La prestation est prévue sur une durée d'environ 3 mois, d'avril à fin juin 2023. Le nombre de jours de consultance est de 30 jours ouvrés :

- ✓ La sélection de l'équipe de consultance est prévue pour la dernière semaine du mois d'Avril 2023
- ✓ La soumission de l'offre au comité d'éthique : première semaine de mai 2023
- ✓ La mission terrain sera réalisée au cours de la troisième et quatrième semaine de mai 2023
- ✓ Le rendu de rapport draft 0 1^{ère} semaine de juin 2023
- ✓ Retours Coalition et Solthis sur le rapport 2^{ème} et 3^{ème} semaine juin 2023
- ✓ Le rendu final des livrables 1^{ère} semaine de juillet 2023.

3.1. Méthodologie

La méthodologie de l'étude sera proposée par le/la consultant.e ; elle devra notamment inclure une revue de la littérature et une démarche participative permettant de recueillir des données quantitatives et qualitatives. Cette méthodologie pourra être revue avec les équipes de La Coalition et de Solthis.

L'équipe de consultance est libre de proposer les méthodes qui sembleraient les plus adaptées pour mener cette évaluation. Toutefois, afin d'être cohérents avec la stratégie d'intervention du projet et l'approche de la Coalition, il est souhaité que l'étude soit menée de manière participative avec les partenaires et les parties prenantes du projet, dans le but notamment de favoriser une appropriation et aussi de l'exploitation des résultats prise de décision.

L'étude se déroulera en milieu scolaire dans les huit régions administratives du pays y compris la ville de Conakry et impliquera les groupes cibles suivants :

- ✓ Les élèves/écolières mères et leurs partenaires potentiels,
- ✓ Les jeunes scolarisés,
- ✓ Les enseignant-e-s,
- ✓ Le personnel des infirmeries scolaires,
- ✓ Les responsables scolaires (l'Equipe pédagogique : directeurs préfectoraux et régionaux de l'éducation, les encadreurs...),
- ✓ Les parents, les Associations, Parents et Amis(es) de l'Ecole (APEAE),
- ✓ Les représentants des confessions religieuses,
- ✓ Les autorités administratives locales

L'évaluation intermédiaire pourra notamment reposer sur des méthodologies qualitatives et quantitatives et suivre les étapes indicatives suivantes :

- ⇒ Une **phase préparatoire**, incluant notamment une réunion de cadrage et une revue documentaire
- ⇒ Une **phase de validation des outils d'enquête. Les grilles d'entretien seront adaptées aux différents types de personnes enquêtées**
- ⇒ Une **phase d'enquête et d'observation *in situ***, incluant une mission en Guinée
- ⇒ Une **phase d'exploitation et d'analyse**
- ⇒ Une **phase de restitution des résultats**

3.2. Livrables attendus

Les livrables attendus sont les suivants :

- ✓ Au démarrage, il sera demandé au(x) consultant-e-s de soumettre une note de cadrage de 8 pages maximum, qui pourrait être une version actualisée de la proposition technique soumise lors du processus de candidature. Elle comprendra les discussions initiales de cadrage de la réunion et visera à assurer une compréhension mutuelle des objectifs, du plan d'actions et du calendrier de réalisation. Cette note devra impérativement préciser la méthodologie qui sera mise en œuvre pour réaliser l'étude.
- ✓ Au début de la mission, il sera demandé au(x) consultant.e.s de partager les outils/questionnaires à utiliser lors de la consultation menée auprès du public cible et des acteur-ric-e-s concernés. Ces outils feront l'objet d'une validation par l'équipe Coalition et Solthis.
- ✓ A la fin de la mission sur le terrain, le(s) consultant-e-s présentera(ont) les principaux résultats préliminaires à l'équipe projet en utilisant une présentation PowerPoint ou équivalent.
- ✓ A la fin de la consultance, il sera demandé au(x) consultant-e-s de soumettre un rapport (20 pages maximum) de même qu'une synthèse avec les principaux résultats qui puisse être utilisé comme un document de communication externe

***** Les rapports et outils seront revus par le Comité technique de pilotage et feront probablement l'objet d'une ou deux séries de modifications avant d'être considérés comme définitifs.**

5. COMMENT CANDIDATER

5.1. Compétences et expériences

Cette consultance sera réalisée par un-e expert-e / groupe d'expert-e-s ayant les compétences, l'expérience et les qualités suivantes :

- Expérience obligatoire sur les thématiques de DSSR et genre, particulièrement sur les questions de violences basées sur le genre et grossesses non désirées,
- Formation en sciences sociales, sciences politiques, promotion de la santé, santé publique,
- Intérêt et expérience en animation, notamment pour les démarches participatives Bonne compréhension du secteur de la santé, notamment de la santé communautaire, de l'empowerment des usager-e-s et de la mobilisation de la société civile,
- Expérience préalable en Afrique de l'Ouest requise ; une expérience préalable en Guinée sera un atout,
- Flexibilité et volonté de prendre en compte les commentaires et les réactions afin d'améliorer les résultats attendus,
- Rigueur, sens de l'organisation et capacité à respecter les délais,
- Une excellente maîtrise du français est requise.

5.2. Soumission des offres

Les candidat-e-s intéressé-e-s doivent soumettre un dossier contenant les éléments obligatoires suivants :

Une offre technique contenant :

- Le CV détaillé de l'expert-e ou du groupe d'expert-e-s chargé.es de réaliser la consultance.
- Des références pertinentes ou tout travail antérieur pouvant attester de l'expertise et mettre en évidence les points forts de l'expert-e ou du groupe d'expert-e-s.
- Une proposition technique (8 pages maximum), démontrant/incluant les éléments suivants :
 - Une bonne compréhension des termes de référence
 - Une proposition méthodologique pour la réalisation de la consultance
 - Une proposition de calendrier/plan de travail pour la mission
- Tout élément jugé utile par le(s) consultant-e-s pour éclairer le choix de la Coalition OSC/PF.

Une offre financière comprenant :

- Le devis complet de la consultance en euros, toutes taxes comprises y compris la TVA, reflétant toutes les phases de la consultance et tous les frais liés à la mission.

***** Les frais de transport sur le territoire de Guinée seront assumés par la Coalition.**

5.3. Processus de Soumission

La date limite pour la soumission des offres est le 14 Avril 2023 à minuit GMT.

Le dossier de soumission doit inclure toutes les informations spécifiées dans les présents termes de référence et être envoyé en format PDF aux adresses électroniques suivantes : kadisythiam@gmail.com et sanohfassouma@gmail.com, avec la mention dans l'objet « Candidature pour l' Etude sur le grossesses non désirées en milieu scolaire ».

Une candidature incomplète ne sera pas considérée comme éligible et sera donc rejetée par le comité de sélection.

6. SELECTION

6.1. Critères

Les propositions reçues seront évaluées par le comité de sélection interne sur la base des critères suivants :

- Qualité et clarté de l'offre technique
- Qualité et rapport qualité/prix de l'offre financière

La grille d'analyse suivante sera utilisée par au moins 3 évaluateurs :

Critères objectifs	Echelle de notation	Commentaries	Note	Total
Expérience et compétences	40			0
Expérience du/de la consultant-e en lien avec la commande	25			0
Parcours académique en lien avec la commande	15			0
Méthodologie proposée / chronogramme	40			0
Cohérence de la proposition technique par rapport à la commande (calendrier/plan de travail, approche méthodologique, compréhension des termes de référence).	30			0
Inclusion des livrables attendus de manière appropriée	10			0
Offre financière	20			0
Offre financière détaillée et compétitive	20			0
TOTAL	100			0